



Local CGT Cité
05.56.24.81.52

cgt.drrip33@dgfip.finances.gouv.fr

Local CGT Mériadeck
05.56.90.76.93

Bordeaux, le 19/11/2012

CT "emplois" du 21 décembre 2012... Plus de 100 collègues envahissent le hall de Mériadeck !!!

Après le Comité Technique du 13 décembre qui a vu les organisations syndicales boycotter ce rendez-vous qui devait supprimer **28 emplois en Gironde dont 42 cadres C**, un nouveau CT était convoqué par la direction ce vendredi 21 décembre.

Les Organisations Syndicales ont décidé de boycotter de nouveau ce CT et d'inviter les personnels à exprimer leur indignation par le biais **d'une pétition et d'un déplacement à la direction.**

Malgré le temps et la date peu propice à un rassemblement, une centaine d'agents se sont déplacés à Mériadeck pour exprimer leur mécontentement et leur inquiétude au DRFIP.

Les organisations syndicales ont rédigé une déclaration unitaire qu'elles ont lue au directeur régional ainsi qu'à tout son aréopage réunit autour de lui. Puis la pétition lui a été remise : **plus de 1.000 signatures** et nous en attendons d'autres...

Pendant 2 bonnes heures des questions précises ont été posées par les collègues, afin d'obliger la direction à justifier ses choix locaux en matière de suppressions d'emplois. **Une fois de plus le directeur a renvoyé le débat au niveau politique et national**, se dégageant encore et toujours de ses responsabilités. Il a même poussé l'outrecuidance à soutenir que son intervention avait limité la casse et que sans lui, il y aurait eu plus de suppression : un comble...

► Interpellé sur des sujets locaux autant que nationaux, il a été contraint d'admettre que les conditions de travail sont de plus en plus difficiles et que la situation n'est guère brillante. Pour autant, il a tenté de justifier, sans convaincre, les choix technocratiques imposés par le nouveau pouvoir et leur déclinaison dramatique au niveau de la DGFIP et donc de la DRFIP.

En effet **comment justifier devant les personnels au bord de l'implosion, les mesures mises en place pour l'accueil, les gains de productivité dont il ne renie pas les marges restant à mettre en œuvre, le taux d'effort national à appliquer aux administrations non prioritaires...** Ces déclarations n'ont évidemment ni satisfait ni rassuré les agents.

► Interpellé sur la **décision autant scandaleuse que honteuse** du DG de mobiliser le ban et l'arrière ban des services informatiques pour permettre au ministre de présenter ses **vœux en direct**, il s'est défaussé sur le Directeur Général.

Jusqu'où ira l'ignominie de cette engeance, jusqu'où, alors que les agents dans les services se démènent pour réaliser des missions dont elle se moque ?

Au-delà de ses belles paroles, le gouvernement souhaite-t-il vraiment lutter contre la fraude fiscale en supprimant des emplois ? Peut-il légitimement assurer de sa volonté en la matière quand les actes vont dans un sens contraire ?

De cela point de réponse, des faux-fuyants, encore des faux-fuyants, toujours des faux-fuyants.

Pourtant notre hiérarchie devrait être consciente qu'elle est dans la même galère que nous et il serait temps qu'elle cesse de vaticiner des théories qui n'ont rien à voir avec les réalités du terrain.

C'est pour dire tout cela que les agents ont massivement signé une pétition exigeant l'arrêt des suppressions d'emplois et se sont déplacés à la Direction :

Pour dire STOP !!!